



**« Notre volonté réside dans le partage du savoir et des connaissances
des peuples de la terre
pour l'harmonisation du vivant et sa pérennité.**

**Votre force est votre capacité à apprendre les uns des autres,
à écouter, comprendre et partager
afin d'améliorer les conditions humaines,
dans le respect de vos différences. »**

(Y.G.)

**Magazine gratuit, reproduction pour un but non lucratif autorisé,
sous réserve de mentionner sa source**

Réalisation :

M. Yann Gavinelli, M. Olivier Gavinelli et Mme Carine Courthiade,
consultants en autonomie alimentaire / agro-écologie pour l'ADAAE - Vahakekua.

Édition : ADAAE-Vahakekua

Contacts

Courriels : adaa@laposte.net
adaae.ase@laposte.net
Site internet : www.adaa-ase.com

SOMMAIRE

- Plantes utiles de Polynésie : le neem _____	1
- Dossier Souveraineté Alimentaire : les plantes locales, solution pour un désordre global ?__	2
- 1 Bénéficier de leurs qualités nutritives et de leurs potentiels médicinaux _____	2
- 2 Bénéficier des avantages de leurs productivités agricoles _____	4
- 3 Créer de l'emploi _____	5
- Dossier : Des aliments méconnus _____	6
- Dossier Souveraineté Alimentaire : 2ème partie _____	7
- 4 Promouvoir l'autonomie et la souveraineté alimentaire _____	7
- 5 Préserver les patrimoines gastronomiques et culinaires _____	13
- 6 Luter contre l'érosion des sols, la perte de la biodiversité, la pollution, et s'adapter au au changement climatique _____	15
- 7 Préserver les semences et donc la biodiversité mondiale _____	18
- Bibliographie _____	20

L'éditorial :

Les plantes locales : solution pour un ordre global ?

En s'écartant de la nature, l'homme en a oublié les bienfaits. Force est de constater que les plantes locales disparaissent de l'alimentation. Les circuits de grande distribution alimentaire ont envahis les magasins et les produits locaux ne se trouvent en général que sur les marchés. Et encore, on n'y trouve que les produits de grande consommation. Nombre de plantes locales, très utiles sont bannies des étalages et de l'alimentation.

Dans ce numéro, nous avons consacré un article pour revaloriser les plantes locales et nous verrons que leur utilités sont bien plus importante que l'on y croirait.

En effet, en plus de bénéficier de leurs qualités nutritives et de leurs potentiels médicinaux, elles permettent aussi de bénéficier des avantages de leurs productivités agricoles, de créer de l'emploi et ce n'est pas tout !...

Vous souhaitant bonne lecture ... et bonnes résolutions....

L'équipe d'ADAAE

Plantes utiles

LE NEEM

Azadirachta indica

Description :

Arbre à feuilles persistantes de la famille des *meliaceae* pouvant atteindre 20 m de haut. Les fleurs odorantes sont violettes. Les petits fruits du neem poussent en grappes.



Utilisations :

L'huile de neem comme pesticide : les graines contiennent une huile qui est soluble dans l'eau, ce qui rend son utilisation simple pour les traitements contre divers nuisibles en agriculture. Diluer 2 cl d'huile par litre d'eau et vaporiser sur et sous les feuilles des plantes à traiter. Elle serait efficace pour lutter contre 100 espèces d'insectes et de nématodes (vers). Cette solution répandue sur le sol, éloigne les limaces et les escargots. (ne pas arroser après épandage). Pulvérisée sur le sol et les murs des étables, elle éloigne les mouches et les insectes. Diluée à raison de 5 à 10 cl par litre d'eau et mélangée avec un parfum, elle sert de lotion anti moustiques.

Contre les tics et puces sur les animaux, l'utiliser pure ou diluée à raison de 30 cl par litre d'eau. Les feuilles utilisées en infusions font office de nivaquine pour lutter contre le paludisme. Elles sont aussi utilisées en cataplasmes contre les furoncles. L'effet de la molécule d'azadirachtine

(contenue dans l'huile), sur les insectes se résume en trois points essentiels :

1 - Elle bloque la sécrétion hormonale et arrête le développement morphogénétique de l'insecte.
2 - Elle agit par le biais de la respiration sur pratiquement tous les tissus de l'insecte (tissus musculaires, nerveux, glandulaires) et en conséquence, l'insecte perd la coordination de ses mouvements et le contrôle de son corps.

3 - Elle agit comme un agent anorexique : l'insecte ne mange plus et meurt.

Son emploi dans l'agriculture doit être utilisé en cas d'invasion massive d'insectes et de façon ponctuelle car son efficacité peut éradiquer des colonies entières, ce qui provoquerait un déséquilibre dans

l'environnement. Il est important de ne pas oublier que chaque espèce trouve sont utilité au sein de la nature !



L'huile de NEEM est écologique pour les animaux et la nature, tout en étant non toxique pour l'homme, les animaux, les abeilles (vaporisation hors floraison).

Autres utilisations :

Les rameaux de Neem ont des propriétés bactéricides qui fortifient les gencives. Ils sont utilisés en Afrique comme brosse à dent.

La liste des propriétés médicinales du Neem est impressionnante : on lui attribue des vertus détoxifiantes, immuno-stimulantes, anti-inflammatoires, fébrifuges, bactéricides, fongicides, anti-virales, anti-diabétiques, vulnéraires, vermifuges, anti-paludéennes et contraceptives.

Cependant, en usage interne, le Neem ne convient pas aux enfants, ni aux femmes enceintes, ni aux personnes faibles. L'huile de Neem est aussi utilisée comme bio-carburant.

Culture :

Le Neem est un arbre peu exigeant qui supporte assez bien les sécheresses. Il affectionne un sol argileux et sablonneux. Il se multiplie par semis et bouture.

Dossier Souveraineté Alimentaire

Les plantes locales : solution pour un ordre global ?

(O. Gavinelli)

- Première partie -

Les plantes locales, comme leur nom l'indique, sont d'ici, de chez nous, de chez vous. Présentes depuis des générations, elles ont eu le temps de s'adapter et de s'harmoniser entre-elles. Cela forme ce que l'on appelle un écosystème et chaque écosystème diffère l'un de l'autre. Et ce, pour des raisons géographiques, climatiques, voir historiques et culturelles. En effet les humains faisant partie de la nature, et donc des écosystèmes, ont participé, avec plus ou moins de réussite, à influencer sur ceux-ci.

Curieusement, les plantes locales, du moins celles qui se mangent, sont souvent délaissées au profit d'autres plantes qui sont soit importées, soit carrément cultivées sur place ; celles-ci prenant la place des plantes locales, qui parfois finissent par disparaître, ou alors parce que plus personne ne sait si elles se mangent, ni comment les cuisiner. Et c'est tout un savoir qui, progressivement, tombe dans l'oubli : un patrimoine qui s'effrite au profit des pizzas, hamburgers/frites, sodas, chips et autres poisons qui ont pollué toute la planète depuis leur fabrication jusqu'à leur arrivée dans notre assiette.

Or, si l'on y regarde de plus près, les plantes locales, ont des avantages qu'il ne nous faudrait pas perdre de vue. Nous avons déterminé 7 bonnes raisons de les revaloriser :

- 1 – Bénéficier de leurs qualités nutritives et de leurs potentiels médicinaux.**
- 2 – Bénéficier des avantages de leurs productivités agricoles.**
- 3 – Créer de l'emploi.**
- 4 – Promouvoir l'autonomie et la souveraineté alimentaire.**
- 5 – Préserver les patrimoines gastronomiques et culinaires.**
- 6 – Lutter contre l'érosion des sols, la perte de la biodiversité, la pollution et s'adapter au changement climatique.**
- 7 - Préserver les semences paysannes et donc la biodiversité mondiale.**

1 - Bénéficier de leurs qualités nutritives et de leurs potentiels médicinaux.

Par définition une plante locale n'a jamais été manipulée par l'homme. Quand je dis manipulée, je parle de trifouillage génétique, de mutagenèse « forcée », d'hybridation par des apprentis sorciers et par des plantes dites F1, qui sont gorgées de pesticides, d'engrais chimiques, voire irradiées pour avoir un temps de conservation plus long. Non ! Les plantes locales ont un patrimoine génétique complet, adapté à leur écosystème, elles sont autonomes pour se développer et se reproduire sans que l'homme soit obligé de remuer ciel et

terre à coups d'engrais et de pesticides pour qu'elles poussent et produisent. Et cela a une incidence sur la qualité nutritive et le potentiel médicinal des plantes. Pour vous donner une idée, des scientifiques ont comparé les qualités nutritives de fruits et de légumes produits vers le début des années 1900 (cultures sans pesticide ni engrais chimiques), et les mêmes fruits et légumes produits après les années 2000. On dit souvent que dans les pays dits « pauvres » les gens sont dénutris, mais dans les pays dits « riches », qu'en est-il ?

Une étude réalisée par Brian Halweil, chercheur au Worldwatch Institute, nous révèle que l'alimentation moderne issue de l'industrie agro-alimentaire (fruits, légumes et viandes), a vu ses quantités de vitamines A et C, protéines, phosphore, calcium, fer et autres minéraux et oligoéléments, divisées par deux, par vingt-cinq, voire par cent, en 50 ans. Pour retrouver les qualités nutritionnelles d'un fruit ou d'un légume des années 1950, il faudrait aujourd'hui en manger 15 à 20 fois plus ! Pour exemple, Il faut manger 21 oranges aujourd'hui pour avoir l'équivalent d'une orange des années 50. Pour être plus précis, quand nos grands-

parents mangeaient une pomme, celle-ci contenait 400 mg de vitamine C, aujourd'hui elle en contient 4mg ! Soit cent fois moins ! Une pêche des années 50 équivaut à 26 pêches d'aujourd'hui, etc...

Des chercheurs canadiens, dans une étude synthétisée pour CTV New's démontrent que la vitamine A est en chute libre dans nos légumes et nos fruits (17 à 25 fois moins que dans les années 50) ; les pommes de terre et l'oignon n'en contiennent plus du tout ! Le brocoli contient maintenant 4 fois moins de calcium (12,9 mg contre 4,4 mg aujourd'hui). Sur les 25 légumes étudiés par l'équipe de recherche canadienne, 80% ont vu leur teneur en calcium et en fer diminuer fortement.

Dans une étude américaine, publiée par le chercheur David Thomas, dans la revue « Nutrition and Health » on constate qu'à poids égal, un même morceau de viande apporte deux fois moins de fer qu'un demi-siècle auparavant. Et c'est pareil pour les tomates, de moins en moins de vitamine C, d'antioxydants et de bêta carotène.

Par contre, nos légumes et fruits sont maintenant remplis de pesticides et de produits chimiques (conservateur, accélérateur de croissance, etc.). Avec ça, on ne s'étonnera pas que la fertilité des humains est en chute libre (de 18 % à 30 % d'infertilité masculine dans les pays dits « riches »), et que les cancers et autres maladies dégénératives soient en très forte augmentation. Les causes ? C'est simple : des sols plus pauvres, des végétaux cueillis trop tôt, des traitements de conservation plus fréquents, une surdose d'engrais,

une réduction du nombre de variétés sélectionnées pour leurs résistances aux parasites divers (conséquence de la monoculture et de la baisse de la biodiversité). Résultat, selon Brain Halweil « *pour le maïs, le blé et le soja, plus le rendement est important, plus le contenu en protéines est faible* ».

Non seulement les humains sont de moins en moins bien nourris, mais c'est pareil pour les animaux d'élevage. On trouve même des nitrates dans la charcuterie. Et ceux-ci ne poseraient pas de problèmes s'ils ne se transformaient pas en nitrites, (NO²), qui eux, sont très toxiques. Or, la réduction des nitrates en nitrites peut avoir lieu dans le tube digestif de l'homme (et dans les végétaux verts mal conservés après récolte). Les nitrites sont un poison pour le sang en empêchant le transport de l'oxygène dans tout le corps, essentiellement chez les enfants. Ils peuvent également se combiner à des amines, apportées par l'alimentation ou certains médicaments, pour former des nitrosamines qui sont des substances pour la plupart cancérigènes. Les nitrates se retrouvent dans l'eau des nappes phréatiques (par suite du lessivage par les pluies ou d'un excès d'arrosage), dans les légumes, décuplés par les apports excessifs d'azote et dans les charcuteries (la législation a rendu obligatoire l'addition de sels de nitrate ou de nitrites pour la conservation des charcuteries).

Les conséquences sur la santé des animaux et des humains sont catastrophiques. Les animaux d'élevage sont bourrés d'antibiotiques, car ils sont carencés sur le plan alimentaire et donc fragilisés, et ces antibiotiques, nous les retrouvons en partie dans le lisier et en partie dans la viande que nous consommons. La recrudescence des maladies, tant bénignes que graves, est maintenant un problème sociétal majeur de ce nouveau siècle. Les maladies auto-immunes, qui n'étaient « réservées » qu'aux personnes âgées, il y a encore 30 ans, concernent toutes les classes d'âges aujourd'hui. Comme quoi, plus besoin d'aller dans un pays dit « pauvre » pour être dénutri !

La mal bouffe est un problème majeur de santé qui nous coûte très cher, au profit de l'industrie pharmaceutique et du monde médical. Allumez la télévision et vous verrez que l'on nous propose des compléments vitaminiques à tout va et des « boosters », des stimulants énergétiques ; c'est bien la preuve que l'on nous empoisonne d'un côté et que l'on nous vend des pseudos antidotes de l'autre côté. La machine à fric de la santé est bien en place.

Il est bien évident que les plantes locales qui poussent naturellement (avec peu d'intervention humaine), gardent tout leur potentiel nutritif. D'autant plus qu'en général, si elles ont été « oubliées » ou dévalorisées par l'arrivée de nouveaux produits, c'est d'abord parce qu'elles ne sont pas forcément exploitables à grande échelle, donc pas intéressantes pour l'exportation de masse et donc pas rentables financièrement parlant. Et ensuite, quand un peuple perd l'utilisation de son patrimoine écologique et devient dépendant pour s'alimenter, pour acheter de la nourriture importée, ce peuple, en perdant sa souveraineté alimentaire, devient tributaire de la loi du marché pour sa survie. Et cela a des conséquences, tant sur le plan de la santé que sur l'équilibre social de ce peuple (donc économique et politique), que sur l'équilibre de l'écosystème.

Bref, tout ça pour dire que les plantes locales sont par définition plus « saines » que les plantes et l'alimentation importées, qui, en général, sont transformées en plats préparés. Car on y trouve toute une série de conservateurs, de stabilisants, et de colorants, tous nocifs pour la santé.

Et pour ceux et celles qui ont encore un doute sur les qualités nutritives et médicinales des plantes locales, songez à toutes les maladies qui sont apparues depuis que l'alimentation s'est « mondialisée », « modernisée » ; les peuples n'ont jamais été autant malades depuis que ceux-ci ont perdu leur autonomie alimentaire. Et les pays dits « riches » sont les plus atteints par la « mal bouffe », car pour eux, l'accessibilité à une alimentation saine et produite localement est quasi inaccessible pour la majorité de leurs populations. L'obésité, les maladies du cœur, les cancers, les maladies dégénératives, Alzheimer, lupus, sclérose en plaque, ...etc. ; la liste est longue, trop longue pour ne pas se dire, que visiblement, le « manger local » était plus bénéfique pour la santé que la nourriture que nous sert l'industrie agroalimentaire. Je me souviens qu'à Mayotte (Comores – Océan Indien), au début des années 90, il y avait 2 dentistes pour toute l'île. Au milieu des années 90 une usine à soda s'est installée sur l'île. Eh bien, fin des années 90 il y avait plus de 10 dentistes sur Mayotte et ils étaient surchargés par le nombre de caries et autres problèmes dentaires. C'est simple à comprendre, car nous pouvons maintenant bien faire la comparaison entre une alimentation saine et produite localement avec des plantes locales et une alimentation standardisée, mécanisée, stimulée à fond par des engrais chimiques, bourrée de pesticides, d'hormones de croissance, etc.

2 - Bénéficiaire des avantages de leurs productivités agricoles.

La notion de productivité se doit d'être bien définie, parce que de nos jours cette notion a été amputée de certains paramètres. Car à l'heure actuelle, où la notion de rentabilité à court terme est le maître mot, seul compte le profit immédiat ; la loi du marché dictant le profit maximum sans morale, ni sagesse. Les notions de bien-être social, de bien commun, de préservation de l'environnement, de la biodiversité, et de particularisme culturel (patrimoine historique et culturel), ne rentrent pas dans la notion de productivité, telles qu'elles sont prônées par le capitalisme libéral.

En effet, si l'on tenait compte du coût que représente la pollution environnementale, les dégâts sur la santé publique, et les conflits sociaux qui résultent de cette prédation par une élite avide, au mépris de toute justice sociale et de toute considération pour la « nature », ce coût devient soudainement exorbitant. Car il faut bien se dire que cet écosystème « terre » qui est notre capital, n'a pas des ressources inépuisables. Nous vivons dans un monde fini, pas infini ! Que l'on songe que nous dévorons en 7 mois ce que la planète « produit » en 12 mois. Les pertes d'humus sont phénoménales, la biodiversité s'écroule, la capacité de régénération de la terre s'amointrit à vitesse grand V.

En effet, selon les calculs du Rapport Planète Vivante 2014 du WWF, il y a une perte de plus de la moitié des populations mondiales des espèces sauvages en l'espace d'à peine quarante ans. Ce déclin continu de la vie sauvage combiné à une pression de plus en plus insoutenable de l'humanité sur son support de vie, souligne plus que jamais la nécessité de solutions durables pour mettre fin à une véritable hémorragie planétaire. Selon le rapport du WWF, les populations de poissons, d'oiseaux, de mammifères, d'amphibiens et de reptiles ont régressé en moyenne de 52 % depuis 1970. Les espèces d'eau douce sont les plus touchées, car avec une baisse de 76 %, elles subissent un déclin de près de deux fois supérieur à celui des espèces terrestres et marines. Ces pertes sont survenues pour l'essentiel dans les régions tropicales, l'Amérique latine ayant payé le plus lourd tribut. D'ici à 2025, 10% des 250 000 plantes à fleurs cultivées auront disparu. Seules 150 espèces de plantes cultivées ont une vraie importance économique, dont 103 représentent 90% des cultures alimentaires dans le monde. A eux seuls, le riz, le maïs et le blé représentent 60% des calories de l'alimentation mondiale.

Une espèce vivante disparaît toutes les 20 minutes, ce qui représente un rythme de disparition 1000 fois plus important que le rythme naturel constaté lors des 10 millions d'années passées.

Si ces disparitions d'espèces provoquées par l'homme se poursuivent au même rythme, les 2/3 des espèces animales auront disparu en 2100. De 130 000 à 150 000 km² de forêt disparaissent chaque année, soit environ 15 millions d'hectares. Cela signifie que chaque année, nous détruisons en forêt, l'équivalent de la surface de la Belgique, représentant 4,1 trilliards de dollars de services écosystémiques gratuits, soit 594 \$ par personne. De 1990 à 2010, la **déforestation a représenté 4 fois la superficie de l'Italie. Toutes les minutes, 2400 arbres sont coupés.** En 2015, ce sont 18 millions d'hectares de forêts qui ont été perdus. Et

tout cela n'est pas comptabilisé dans la notion de productivité. C'est pourquoi ce capitalisme prédateur est sur le plan strictement comptable, une hérésie qui défie toute logique et qui, à terme, mène à une destruction de notre capital « terre ».

Alors, que « vaut », la productivité des plantes locales ? Ces plantes qui ne sont pas dignes d'être exploitées par l'industrie agro-alimentaire mondialisée, par manque de productivité à but spéculatif et à mainmise sur la souveraineté alimentaire des peuples, sont un moyen de pression et de manipulation de ces mêmes peuples au nom de la liberté d'entreprendre. Pour se faire une idée, il suffit de regarder comment cela se passait avant que les besoins alimentaires des peuples, soient pourvus par l'industrie agro-alimentaire mondialisée. Qu'en était-il des pratiques culturelles agricoles avant l'apparition des monocultures, et des manipulations génétiques, avant les hybridations « forcées », l'emploi de pesticides et d'engrais chimiques, du coût des transformations, des conservations, de la distribution, du coût de la santé des peuples et de la destruction des écosystèmes ?

Est-ce que ces pratiques traditionnelles agricoles étaient destructrices de la biodiversité ? Non ! Est-ce qu'elles étaient synonymes de perte de fertilité des sols ? Non ! Est-ce qu'elles provoquaient une perte de la qualité nutritive et médicinale des aliments ainsi produits ? Non ! Est-ce qu'elles étaient un problème de santé public ? Non ! Est-ce qu'elles étaient source de perte de souveraineté alimentaire et d'autonomie alimentaire et économique ? Non !

Si l'on tient compte du fait que les plantes locales sont compatibles avec leurs écosystèmes, parce qu'elles sont dues à une adaptation génétique à leur environnement, on remarque qu'elles ne nécessitent pas ou peu d'intrants du genre fertilisants, qu'ils soient chimiques ou non, qu'elles n'ont pas besoin d'une armada de pesticides (bio ou non), à condition qu'elles soient cultivées de façon « raisonnée ». C'est-à-dire de façon traditionnelle ou pour employer un terme « moderne », en pratiquant l'agriculture biologique. Les plantes locales n'ont pas besoin d'un investissement important pour prospérer. Si l'on ajoute à cela le fait qu'en utilisant des pratiques agricoles qui ne génèrent pas de pollution, pas d'érosion des sols, ni de pertes de la biodiversité, etc., on ne gaspille pas le **capital « Humus »**. Ce qui est une économie non négligeable, car il faut bien garder à l'esprit que lorsqu'on parle de productivité agricole, il n'y a pas que le prix de « fabrication » des produits agricole dont il faut parler... Il faut tenir compte du prix des conséquences qu'induisent les pratiques agricoles employées.

Or, avec les techniques utilisées par l'industrie agroalimentaire, nous ne payons pas le coût de la pollution, de l'érosion des sols, de la santé publique, du désarroi social et économique qui font que des peuples entiers migrent, et fuient leurs pays. L'accaparement des terres et les monocultures destinées à l'exportation ont ruiné l'autonomie et la souveraineté alimentaire de nombreux peuples.

Combien cela « coûte » ? Avec les conflits que cela génère, le coût de tout cela n'est pas pris en compte quand on parle de « productivité » des produits issus de l'agriculture et de l'élevage. En réalité le coût des pratiques agricoles actuelles, est exorbitant ! Car il va falloir des générations pour combler le déficit de « productivité » du système et des techniques « modernes » de l'industrie agroalimentaire.

Pour vous donner une idée voici ce qui n'est pas pris en compte dans le prix de la nourriture issue de la « grande distribution » :

- A l'heure actuelle le système productiviste de l'industrie agroalimentaire dite « moderne » est responsable de 44% à 57% des émissions des gaz à effet de serre, réparties de la manière suivante :

- 15 à 18% viennent de la déforestation.
- 11 à 15% de la production industrielle.
- 5 à 6% pour le transport des aliments aux 4 coins de la planète.
- 8 à 10% pour la transformation et l'emballage de ces aliments.
- 5 à 4% pour la réfrigération et le stockage dans les supermarchés.
- 3 à 4% pour le gaspillage alimentaire.

Soit un total compris entre 44% à 57% des émissions des gaz à effet de serre. Alors ? Combien va nous coûter ce désastre environnemental ? Et tout cela n'est pas pris en compte dans le coût des aliments que nous achetons. Ce sont nos enfants et petit enfants qui vont payer la note !

On comprend mieux, maintenant, que « consommer local » de la nourriture produite avec des techniques traditionnelles, revient bien moins « cher », et lorsqu'on dit que le « bio » est plus cher que le non bio, **sur le long terme, c'est faux !**

3 - Créer de l'emploi.

L'utilisation des ressources locales (plantes et animaux), en pratiquant des techniques agricoles agro-écologiques (*traditionnelles, permaculture, agriculture biologiques, etc.*), va-t-il créer de l'emploi ?

Dans la mesure où la production, le stockage, la distribution et la consommation s'effectuent localement, cela génère automatiquement de l'activité économique, pour la simple raison qu'il faut bien avoir de la main-d'œuvre pour réaliser toutes ces « activités ».

Par ailleurs, les techniques agricoles agro-écologiques, ne peuvent être pérennes que si elles sont utilisées sur des surfaces agricoles de taille réduite, à échelle humaine et de type « familial ». Et cela implique beaucoup d'emplois, contrairement aux exploitations agricoles « modernes » qui pratiquent essentiellement de la monoculture (blé, soja, maïs, etc.), et qui nécessitent de grandes surfaces agricoles dont l'exploitation est hyper-mécanisée, donc avec peu de main d'œuvre (d'emploi).

Donc, oui ! « *Revaloriser les plantes locales* » permet de créer de l'emploi. Maintenant, définissons ce qu'est « *de l'emploi* », « *du travail* ».

Créer de l'emploi, du travail, afin d'avoir un salaire pour pouvoir acheter ce que l'on a besoin pour vivre - nourriture, habitation, avoir accès à l'éducation pour ses enfants ou pour soi-même, accès aux soins (hôpitaux, dispensaires, accès à la culture, bénéficier des services publics et de ses infrastructures (route, pont, ports, aéroports, etc.). Tous ces « services » étant financés par une partie du salaire (taxes, impôts), voilà ce que l'on appelle de l'emploi. Par contre, si vous faites quelque chose de non salarié, ce n'est pas considéré comme de l'emploi, du travail, car vous ne participez pas financièrement (taxes et impôts), au financement des services proposés et disponibles par l'état qui, lui, est chargé

de récolter cet argent et de l'investir pour le bien de ses citoyens (en théorie !). Si vous faites la cuisine pour votre famille, ce n'est pas du travail, pas un emploi. Par contre si vous faites la cuisine pour un restaurant ou une collectivité (école, hôpital), ou autres, là, c'est de l'emploi, du travail, avec un salaire. Pourtant l'action « *faire de la cuisine* » est la même dans les deux cas, seulement dans l'un on perçoit un salaire et donc on contribue d'une part aux financements des services fournis par l'état et en plus, une partie du bénéfice lié à l'action « *faire de la cuisine* », est distribuée à l'employeur (patron, actionnaires). Il est intéressant de noter que seule une action salariée est reconnue socialement. Si vous travaillez à la maison pour l'entretien de celle-ci, si vous vous occupez du ravitaillement en nourriture de la famille (achat de nourriture et/ou si vous produisez en partie ou en totalité votre nourriture en faisant un potager et de l'élevage d'animaux sans être salarié), que vous vous occupez de l'éducation des enfants en bas âges, etc..., cela n'est pas considéré comme de l'emploi, ou du travail, car vous ne participez pas au financement des services de la collectivité (ni à l'enrichissement d'un patron, et des actionnaires quand il y en a, ni aux banques).

Comme le dit Bernard Friot, « Le capitalisme identifie la production aux seules activités menées dans le cadre de la subordination à un employeur propriétaire de l'outil de travail, en vue de la mise en valeur d'un capital » ; et d'ajouter,

« La classe dirigeante ne tire sa puissance que dans la maîtrise du travail (qui produit, ce qui est produit, ou, comment et pour combien), conserver cette maîtrise l'obsède : car, sans elle, pas de profit ! ». En clair, si vous n'êtes pas employé, salarié, la valeur de votre travail ne vaut pas grand-chose, et socialement, vous êtes en échec ; car c'est bien connu : pas de travail, pas de reconnaissance sociale, avec toutes les implications psychologiques que cela induit (dévalorisation de soi, dépression, etc.).

Pourtant, sans l'existence de toutes ces actions de « travail » non salariées, que sont la gestion de la vie de famille, les actions de « travail » bénévoles (associations), et tous les services d'entraide que vous effectuez vis-à-vis de votre famille et de vos voisins ; sans tout cela, la vie en société serait tout simplement impossible.

Par ailleurs, sur la planète, la majorité de la population n'est pas salariée, n'est pas employée et ne touche pas de salaire déclaré (donc sans taxes ni impôts). Leurs activités quotidiennes (travail), sont axées sur la production de leurs nourritures, l'entretien de leur habitat, l'éducation de leurs enfants (même s'ils ne sont pas scolarisés), leurs cultures (traditionnelles, folkloriques, religieuses, etc.).

Donc quand on se demande si « l'exploitation » des plantes utiles locales est susceptible de créer de l'emploi, il ne faut pas se restreindre à la notion d'emploi rémunéré, salarié, il faut également inclure toutes les actions qui permettent aux humains de pourvoir à leurs besoins fondamentaux (se nourrir, s'abriter, se vêtir, se soigner, s'éduquer, se cultiver, etc.). Même si ces actions ne génèrent pas de l'argent et si celles-ci ne participent pas au PIB (produit intérieur brut) d'un pays. Car, quand vous travaillez pour vous-même, vous

ne gagnez pas d'argent, mais vous n'en dépensez pas non plus. Et l'argent que vous ne dépensez pas, c'est de l'argent que vous n'avez pas besoin de «gagner» ; vous n'avez donc pas besoin d'être « employé », d'être salarié pour satisfaire ces besoins (se nourrir, etc.), ce que vous avez fait vous-même « gratuitement ». Il est à noter que tout « travail » que vous effectuez par et pour vous-même (sans salaire), vous rend autonome et indépendant. Or, par les temps qui courent, d'instabilité économique, sociale et politique, où la mondialisation des échanges commerciaux nous rend dépendants des aléas de la finance, qui spéculent sur tout et se joue du bien-être des populations pour le profit d'une poignée d'oligarques, qui manipulent nos décideurs politiques (élus par les peuples), uniquement pour leurs profits ; les notions d'autonomie et de souveraineté alimentaire et économique, deviennent des solutions, des protections pour les peuples pour répondre à leurs besoins fondamentaux. Les plantes utiles locales, si elles sont « exploitées » avec raison (agro écologie,... etc.) permettent aux peuples d'être indépendants vis-à-vis des aléas de l'économie mondiale et donc de garder une sécurité alimentaire, synonyme de paix sociale. Et ce n'est pas rien, par les temps qui courent !

(Suite page 8)



Dossier :

Des aliments méconnus

Il existe environ un millier de plantes à feuilles comestibles (dites aussi feuilles légumières). Les feuilles vertes jouent un rôle important dans l'alimentation. Elles sont souvent beaucoup plus nourrissantes que la partie principale de la plante. Les feuilles – surtout celles de couleur vert foncé - contiennent de nombreux sels minéraux et vitamines. Servies en abondance, elles contribuent à équilibrer les repas. Elles sont un apport en protéines conséquent, dans les repas où la viande, les oeufs, le poisson ou les légumineuses à graines y sont absents. Elles contiennent des sels minéraux importants dont le **fer** qui fortifie le sang, le **calcium** qui solidifie les os, le **magnésium** et le **potassium** qui contribuent au bon fonctionnement général de l'organisme, surtout lorsqu'on accomplit un travail demandant un effort particulier ou que l'on pratique un sport. Elles sont une source de vitamines A, B et C et de sels minéraux. Essentielles au maintien d'une bonne santé, elles contribuent au bon fonctionnement de l'organisme. Elles constituent également une bonne source de fibres alimentaires qui aident l'organisme à digérer normalement et régulièrement et ont tendance à faire baisser le taux de cholestérol et à éviter les cardiopathies. Tous les membres de la famille devraient consommer des feuilles vertes tous les jours. Les enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes ont besoin des protéines, des vitamines et des minéraux qu'elles contiennent.

Quantités recommandées pour une alimentation équilibrée :

Quantité moyenne par jour : source FAO (Food and Agriculture Organization of the united nations)

Enfants : de 4 mois à 2 ans = 1 à 2 cuillère à soupe

Enfants : de 2 à 5 ans = ¼ de tasse

Enfants : âge scolaire = ½ tasse

Femmes enceintes = ½ tasse

Femmes allaitantes = ½

Un complément alimentaire pour lutter contre la malnutrition et la famine :

Les feuilles comestibles se trouvent autant sur les plantes basses que sur les arbres. Certaines comme le Moringa Oleifera sont tellement riches qu'elles sont indispensables pour lutter contre la malnutrition. Contrairement aux idées reçues, il n'est pas nécessaire de consommer les feuilles cuites. Au contraire, elles gardent leur qualités quand elles sont crues, fraîches et même un simple séchage permet de fortifier les éléments nutritifs qu'elles contiennent.

La cueillette et la conservation.

Le meilleur moment pour récolter les feuilles est sans nul doute la saison humide, car la repousse est plus rapide. Si l'on veut cueillir les feuilles du Moringa toute l'année, on peut cultiver des parcelles spécialement réservées à cet effet. Il est conseillé de récolter les jeunes feuilles (et même les jeunes pousses sur

certaines plantes), car elles sont plus tendres et moins amères. Le séchage est la meilleure façon de conserver les feuilles pour qu'elles gardent leurs propriétés nutritives. Il s'effectuera toujours à l'abri du soleil et de la lumière en général. Placer les feuilles (détachées de leurs tiges), sur des claies, dans un endroit sec et aéré. Vérifier tous les jours s'il n'y a pas de moisissures ; les brasser si nécessaire. Une fois sèches, les stocker dans des sacs en papier enfermés dans des récipients hermétiques (bocaux, boîtes plastiques).

Quelques plantes à feuilles très nourrissantes :

- Amarante = crues en salades ou cuites comme des épinards
- Baselle (épinard indien) = cuites
- Manioc = cuites. Il est conseillé de les blanchir à l'eau bouillante (5 à 10 mm) avant de les intégrer aux plats
- Piment = cuites
- Choux = crues ou cuites
- Fougère comestible : *Diplazium esculentum* = crues ou cuites ; *Pteridium aquilinum* = cuites
- Liseron d'eau (*Ipomoea aquatica*) = crues ou légèrement cuites
- Feuilles de patate douce = cuites
- Feuilles de taro = les blanchir à l'eau bouillante (5 à 10 mm) avant de les intégrer aux plats
- Feuilles et pousses de citrouilles = cuites
- Feuilles de Moringa = fraîches, cuites ; séchées en poudre : éviter la cuisson pour garder ses propriétés
- Feuilles de figuier : *Ficus* spp. = cuites

Astuce : ajoutez du lait de coco dans vos plats facilite l'absorption de la vitamine A présente dans les feuilles et **augmente leur valeur nutritive.**



Les plantes locales : solution pour un ordre global ?

- Deuxième partie -

4 - Promouvoir l'autonomie et la souveraineté alimentaire

- La souveraineté alimentaire et économique.

Contrairement à ce que l'on pense, les concepts de la souveraineté alimentaire, ne sont pas seulement portés par des associations et organisations locales, nationales ou internationales. En effet, les représentants des peuples (maires, députés, sénateurs, présidents) ne sont pas en reste. Par exemple, en Colombie le maire de Bogota, au milieu des années 2000, a souhaité restructurer la distribution des produits frais dans Bogota en créant une série de points de livraison «inter-nodaux» entre les producteurs ruraux et les grandes chaînes de supermarchés. Les paysans qui approvisionnaient les marchés de gros de Bogota risquaient de perdre leur gagne-pain. Mais des universitaires basés en ville et des groupes religieux faisant la promotion de l'agriculture biologique, ont mis en place une coalition rurale-urbaine et proposé à la municipalité d'ouvrir une dizaine de nouveaux marchés paysans. Le maire a d'abord rechigné arguant que les paysans transformeraient les magnifiques places de la ville en «bidonvilles». Mais sous la pression, il a accepté de lancer un marché-pilote. A sa grande surprise, les paysans étaient ordonnés et bien organisés, et les consommateurs urbains, qui manquaient de produits frais de qualité ont été conquis. La conjonction de ces bons résultats et des nouvelles élections municipales ont amené la municipalité de Bogota à revenir sur sa décision et à accepter la création de plusieurs marchés. En 2010, quelque 2500 familles de paysans engrangeaient un chiffre d'affaire annuel de plus de 2 millions de dollars. Évidemment, ce genre d'information ne passe pas (ou très rarement) dans les médias. Résultat : on oublie que des milliers de représentants des peuples, agissent dans leurs communautés ; et en général, plus ils sont proches de leurs concitoyens, plus ils ont conscience que les directives de l'OMC, du FMI, des multinationales de l'agroalimentaire, etc. vont à l'encontre des intérêts des populations qu'ils représentent. Ces représentants des peuples sont souvent confrontés à des législations qui les empêchent de pouvoir agir efficacement.

Par exemple, en ce qui concerne l'énergie électrique qui est gérée par de grandes compagnies (qui en détiennent le monopole pour des durées de plusieurs dizaines d'années), elles empêchent les représentants des peuples de pouvoir

effectuer une transition énergétique respectueuse de l'environnement (éolien, etc.). Liés par des contrats, ils ne peuvent ni choisir, ni gérer la production d'électricité de leurs communautés.

Vincent Gerber et Floréal Romero, dans leur livre « Murray Bookchin, pour une écologie sociale et radicale », proposent : « C'est pourquoi il est nécessaire de réaliser un retour à une gestion locale à échelle humaine des affaires publiques, en instaurant une propriété communale qui administrerait l'ensemble des questions de production et de distribution des biens au niveau local. Le développement de telles entités économiques locales autogérées, réclamerait une décentralisation physique et institutionnelle de la société. Ces communes ne seraient pas isolées, mais reliées les unes aux autres en fédérations et confédérations institutionnalisées. Cette forme d'alliance permettrait, outre de respecter les particularités de chaque commune et région, d'appréhender la totalité des besoins, les échanges et la solidarité entre elles, sans état ou administration centralisée pour uniformiser ou imposer ces vues ». Bien sûr, cela n'est possible que si les gouvernements modifient leurs législations et leurs constitutions. Ainsi, de par le monde des gouvernements modifient leurs constitutions, afin de donner plus d'espace de décisions aux petites communes, localités, afin de favoriser leur indépendance, tant sur le plan alimentaire que sur le plan économique.

Quand et où est-ce que la Souveraineté Alimentaire a été prise en compte par des gouvernements dans le monde ?

(Extrait de Food Policy for People : Incorporating food sovereignty principles into State governance, 2009) : « ces dix dernières années, des pays ont intégré la souveraineté alimentaire dans leur constitution et la législation nationale. Cependant les pays ayant adopté la souveraineté alimentaire avec le plus grand succès sont ceux où la législation a été suivie par des programmes concrets qui ont soutenu les petits producteurs et les efforts agro-écologiques. »

- * **1999** – Le Venezuela approuve par référendum populaire la Constitution Bolivarienne du Venezuela. Les Articles 305, 306, et 307 traitent du cadre de travail de la souveraineté alimentaire.
- * **2001** – La loi foncière du Venezuela touche à la réforme agraire.
- * **2004** – L'Assemblée nationale du Sénégal vote la LOASP, incluant les principes de la souveraineté alimentaire sous l'influence de l'organisation paysanne le CNCR.
- * **2006** – L'Assemblée nationale du Mali approuve la Loi sur l'Orientation agricole (LAO). Cela jette les bases d'une mise en oeuvre future de la Souveraineté alimentaire au Mali.
- * **2007 (15 Janvier)** – Le Népal approuve une constitution provisoire qui reconnaît la souveraineté alimentaire comme un droit du peuple népalais et qui sera mise en place par le prochain gouvernement.
- * **2008 (Juillet)** – Le Venezuela approuve des lois en faveur de la souveraineté alimentaire : la loi sur la sécurité alimentaire et la souveraineté alimentaire, la loi sur une santé agricole intégrée, la loi sur le développement d'une économie populaire, la loi sur la promotion et le développement de petites et moyennes entreprises et d'unités de production sociale.
- * **2008 (28 Septembre)** – L'Équateur approuve une nouvelle constitution reconnaissant la souveraineté alimentaire.
- * **2009 (25 Janvier)** – La constitution récemment approuvée en Bolivie reconnaît les droits des peuples autochtones ainsi que les droits de la souveraineté alimentaire.
- * **2009 (17 Février)** – Le régime de souveraineté alimentaire de l'Équateur approuve une loi organique sur la souveraineté alimentaire.
- * **2009 (18 Juin)** – L'assemblée nationale du Nicaragua adopte la loi N°693 sur la sécurité et la souveraineté nutritionnelle et alimentaire. Le Nicaragua a plusieurs programmes alimentaires nationaux associés à la souveraineté alimentaire et au droit à l'alimentation dont : Faim Zéro, Pratiques usuraires Zéro et Sécurité et souveraineté alimentaires pour la vie.

- Souveraineté alimentaire et stratégie politique

Le modèle dominant a amené l'humanité dans une impasse et mis la planète en péril. Et changer de paradigme, notre vision de nous-même et du monde, est maintenant l'enjeu de ce siècle. Redéfinir nos besoins et comment les satisfaire, telle est la question. Nos besoins fondamentaux sont : se nourrir, se loger, se vêtir, conserver la santé, assouvir nos besoins sociaux d'épanouissement personnel et spirituel. Tout cela sans détruire la planète et en garantissant à tous une satisfaction de ces besoins.

C'est ce que proposent l'agro-écologie et les acteurs du mouvement pour une souveraineté alimentaire et économique des peuples. Évidemment, les besoins artificiels que sont les besoins fabriqués par la publicité, liés au désir mimétique de posséder autant ou plus que son prochain, et aux soucis de prestige social, etc., qui n'apportent pas de satisfactions réelles, et sont responsables de gaspillage, d'épuisement des ressources naturelles et sources d'inégalité, de conflit, de guerre et de fanatisme, sont à bannir.

Le sens de la vie doit changer, il ne doit plus être une idéologie prônée par des décideurs économiques et politiques qui imposent leurs visions du monde. Chaque peuple à ses caractéristiques spécifiques, liées à ses patrimoines historiques, culturels et géographiques. Leurs réalités sont diverses et variées et de fait, l'assouvissement de leur besoins fondamentaux ne peuvent obéir aux mêmes règles.

La pensée unique du néo-libéralisme et du communisme étatique sont donc des aberrations idéologiques obsolètes. Les peuples doivent se réapproprier leurs pouvoirs de décision sur le sens et les modalités de leurs modes de vie en fonction de leurs spécificités. Or, la cellule véritable de la vie politique est, la commune, soit dans son ensemble si elle est à échelle humaine, soit à travers ses différentes subdivisions, notamment, les quartiers pour les villes.

De telles entités économiques locales autogérées impliquent une décentralisation, physique et institutionnelle, de la société. Car les pouvoirs de décisions doivent être relocalisés, afin d'être au plus près des réalités économiques sociales et environnementales des peuples. Comme nous le savons, en agro-écologie, il n'y a pas un modèle agricole reproductible en tout lieu, mais un certain nombre de principes modulables en fonction des typologies géographiques et climatiques. De même, la diversité sociale, économique et culturelle de l'humanité est une conséquence historique liée à des environnements divers (écologiques et historiques), qui ont influencé leurs modes de vie (organisation sociale et économique). Vouloir imposer un modèle unique à l'ensemble de la planète est au mieux une grave erreur et au pire un processus de manipulation d'asservissement de quelques uns sur l'ensemble de la population mondiale.

C'est pourquoi le retour à une gestion locale et à échelle humaine des affaires publiques et économiques des moyens de production des biens répondant aux besoins fondamentaux des peuples, est la seule manière de répondre aux défis du saccage de la planète et de lutter contre la domination de la loi du marché, des monopoles financiers, des monopoles des moyens de productions des biens et de l'alimentation, de l'argent, etc.

Grâce aux travaux d'Ivan Illich (entre autre), nous savons qu'un outil technologique devient contre-productif à partir d'un certain degré de complexité. Par exemple, en agro-écologie, plus une structure agricole est grande, plus elle nécessite une technologie complexe, coûteuse en énergie et en financement (subventions), plus elle est polluante et source d'inégalités sociales. Par contre les pratiques agro-écologiques impliquent la généralisation de petites structures, autonomes, nécessitant peu d'intrants (fertilisants, engrais) et une mécanisation limitée, donc peu polluante. En terme de productivité (coût et rendement), il est plus rentable d'avoir 100 structures agricoles de 2 hectares, qu'une unité agricole de 200 hectares (plus d'emplois sont générés, réduction des coûts d'importation de denrées alimentaires, diminution du bilan carbone, amélioration de la santé des populations, sécurité alimentaire, etc.). La relocalisation des moyens de productions permet également une meilleure protection de l'environnement, d'égalité sociale (chômage et répartition des richesses) ; idem en ce qui concerne les outils et biens usuels, nécessaires à nos besoins familiaux (logement, vestimentaires, etc.). L'obsolescence programmée de ces biens d'usages issus du néo-libéralisme est un gaspillage d'énergie fossile, une problématique incommensurable de recyclage de ces biens (pollution), et un facteur de monopolisation d'une quantité impressionnante d'acteurs de production (saliés), d'administratifs, de commerciaux et autres intermédiaires, dont le sens de la vie se résume à être des pions serviles qui comblent leurs vides existentielles dans une consommation effrénée d'objets censés leur offrir la félicité devant l'éternel. Le principe de décentralisation vise à réaliser un retour à une gestion locale à échelle humaine des affaires publiques, en instaurant une propriété communale des moyens de production. L'indépendance alimentaire, l'indépendance énergétique (solaire, éolien, petite centrale hydraulique, etc.), la multiplication des artisans créateurs d'objets usuels, pensés pour être adaptables aux différentes situations, modulables et réparables à souhait, ayant une utilité sociale et esthétique, plutôt que principalement économique, permettent de donner à chaque membre de la communauté un rôle social (travail). La prise en charge de la gestion du traitement des eaux usées et des déchets ménagers au niveau local est plus simple (technologie peu complexe, moins polluante et moins coûteuse). Par ailleurs, il a été constaté, que la souveraineté alimentaire et économique a pu être effective sur des communautés allant de 200 à quelques milliers d'habitants (notamment en Amérique Latine et en Inde). L'inégalité homme / femme a été considérablement réduite. L'implication des femmes dans la création de banque de semences, de coopératives agricoles ou artisanales (création d'objets usuels), de politique de santé (dispensaire, politique d'information d'hygiène corporel et mentale), est un gage de réussite pour toutes communautés qui cherchent une paix sociale et une sécurité alimentaire et économique. Le principe de décentralisation vise à réaliser un retour à une gestion locale, à échelle humaine, des affaires publiques. Pour relocaliser les pouvoirs de décisions au niveau des communes et des régions il existe des outils : la démocratie directe et les conférences citoyenne ou consultations populaires.

Le petit Larousse donne comme définition de la démocratie directe :

« Régime politique dans lequel le peuple exerce sa souveraineté lui-même, sans l'intermédiaire d'un organe représentatif ». Néanmoins, dans les faits, les élus ne sont pas écartés, car ils sont les représentants du peuple et sont les intermédiaires entre celui-ci et les institutions régionales ou fédérales, nationales et internationales.

Comment cela fonctionne ? Prenons un exemple : Une commune ou une région doit définir la technologie dont elle a besoin pour produire de l'électricité.

1 - Les élus de la commune ou de la région organisent des conférences citoyennes (ou consultations populaires) sur ce sujet précis.

2 - Les élus déterminent avec leurs administrés, un panel représentatif de la population de leur commune ou de la région (agriculteurs, artisans, personnels médicaux, éducatifs, parité homme/femme, jeune/personne âgée, etc.) pour participer à la conférence.

3 - Ces conférences (ou consultations) se déroulent en trois temps : une formation, un débat, et une délibération.

Ces conférences commencent donc par de l'information sur les différentes technologies existantes sur la production d'électricité. Ceci, en faisant intervenir des spécialistes (des scientifiques, des économistes, des professionnels privés, des élus, des associations de la société civile, etc.), en prenant soin de faire intervenir des spécialistes ayant des avis différents, voire contradictoires sur ces questions. Ces conférences doivent se dérouler sur plusieurs journées, afin que les citoyens puissent avoir le temps de discuter entre eux et de pouvoir poser les questions qui leur paraissent pertinentes, aux spécialistes (débat). Cela leur permet de prendre la mesure des enjeux et des conséquences des différentes propositions émises par les spécialistes. De par ce jeu de questions/réponses entre les citoyens et les spécialistes, la question de savoir quelle technologie utiliser pour produire de l'électricité pour la commune ou la région, sera prise en toute connaissance de cause, par les citoyens, par leurs représentants et par les spécialistes (délibération).

4 - La décision finale doit tenir compte des intérêts des citoyens (de la commune, de la région, du pays et du monde), et de l'environnement. En France la démocratie participative a une existence légale depuis 1983. Mais, pour des raisons diverses, elle n'est quasiment pas mise en application. En Amérique Latine, l'Équateur, le Venezuela, le Nicaragua, la Bolivie, l'Uruguay, ont institutionnalisé des consultations populaires, sur toutes les décisions politique (agriculture, énergie, logement, santé, éducation, etc etc.). Ces consultations populaires ont les mêmes fonctions que les conférences citoyennes. Le Mali, le Sénégal, le Népal et le Bhoutan sont également dans une démarche d'écoute de leurs populations.

Évidemment, les grands profiteurs que sont les multinationales, les spéculateurs, le FMI et autres, font la gueule. Les médias à la solde des décideurs, se gardent bien de relayer l'information, car visiblement ces « politiques » de démocratie directe vont à l'encontre de leurs intérêts.

- Souveraineté économique et autonomie technologique.

Nous entendons par l'autonomie technologique tous les biens non alimentaires nécessaires à la vie domestique (ustensiles domestiques, habitation, énergie, etc.) , à la vie professionnelle (outil de travail, réseau de vente ou d'échange, etc.), à la vie en collectivité (gestion des déchets et des eaux usées, transports et réseaux routiers, énergie, santé, éducation, patrimoine culturel et traditionnel, administration, etc.). L'autonomie technologique a pour axe plusieurs objectifs : *L'indépendance des populations*, donc leur sécurité économique, la réduction drastique des sources de pollution afin de lutter contre la destruction de la biodiversité, source d'une catastrophe écologique, sociale et humaine dont le processus est déjà présent pour la génération actuelle, *une réduction du coût financier* pour les populations et les communes /régions/états et une diminution du temps de travail contraint, nécessaire à la fabrication le stockage et la distribution de ces outils « économiques ».

fin d'atteindre les objectifs d'une souveraineté économique, il est nécessaire de développer des « basses technologies ». C'est-à-dire des technologies à faible consommation de ressources (autant à fabriquer qu'à utiliser), ayant des possibilités de fabrication, d'entretien et de réparation accessibles par les utilisateurs, et de recyclage efficace. Ceci afin de palier à la pénurie prévisible des métaux rares (platine des piles à hydrogène, néodyme des éoliennes ou des voitures électriques, sélénium et indium des panneaux solaires à haut rendement, cuivre, plastique, issus de la pétrochimie, etc.). Car il est évident que les 7 milliards d'individus peuplant la planète ne pourront en bénéficier (il n'y a pas assez de ressources en métaux rares pour que tout le monde puisse en « profiter »). Les produits manufacturés issus des technologies modernes, liés au néo-libéralisme, ne peuvent subvenir qu'à une infime partie de la population mondiale et de toute façon, l'offre va automatiquement diminuer avec la raréfaction des métaux et du pétrole.

Quant aux ressources provenant des fonds des mers, elles souffriront des mêmes problématiques que les ressources provenant des terres, c'est-à-dire, monopolisation de leur fabrication, de leur distribution, marchandisation du vivant, spéculation, etc. Sans compter qu'elles auront un coût d'exploitation élevé et qu'elles participeront à détruire encore plus l'écosystème. Les « hautes technologies » sont par définition complexes, coûteuses, polluantes à fabriquer, fragiles, difficilement réparables et complexes à recycler. Toutes ces spécificités, rendent ces technologies contre-productives, même si leurs performances sont supérieures aux « basses technologies ». Par exemple, ainsi que l'a démontré Ivan Illich, un véhicule devient contre-productif, dès qu'il a la capacité de dépasser 25 km/h. Ceci, non seulement à cause du coût de fabrication, mais également de son coût d'utilisation (énergie), du coût des infrastructures qu'il nécessite (route adaptée à sa vitesse, le personnel pour faire respecter les règles de son utilisation (police), son coût sur la santé (accidents), la pollution qu'elle engendre, etc. Ainsi, nos voitures modernes sont un gouffre financier pour les gouvernements, et donc un surplus considérable de travail pour les populations qui doivent générer de l'argent pour financer ces « effets secondaires ». De plus, comme il est évident qu'il n'y a qu'une infime partie de la population mondiale qui peut profiter de ces « hautes technologies » (machine-outil, machine agricole, technologie numérique, ordinateur, portable, etc.). Et d'une manière générale, la quasi-totalité des outils de hautes technologies souffrent de ces problématiques.

Les frustrations que cela induit génèrent des conflits sociaux, qui ont un coût humain et financier (le budget des états pour financer la police, l'armée, etc..., est l'un des plus importants de leurs portefeuilles). Comme nous l'avons vu ci-dessus, ces technologies impliquent, pour être opérantes, de l'énergie (charbon, pétrole, gaz, électricité, etc.). Or, l'énergie va devenir de plus en plus rare et de plus en plus chère à extraire.

Dans un futur proche, la quasi-totalité des biens de consommation des pays dits « riches » qui contiennent du plastique et des produits dérivés du pétrole seront hors de prix. Ils ne seront accessibles qu'à une minorité et cela accentuera les inégalités sociales, donc les conflits. La dépendance aux « hautes technologies » et un système économique basé sur l'énergie est une impasse structurelle qui mène le monde vers le chaos. Le plus grave étant que cette technologie génère une pollution qui stérilise les terres arables et met la planète en péril ; nos descendants ne pourront même plus reconstruire un monde plus équitable et pérenne dans le temps, si nous n'agissons pas dès à présent. L'explosion de l'utilisation des « hautes technologies » au XX^e siècle a impliqué l'augmentation des besoins financiers, et cela a induit une augmentation de la production industrielle, donc du travail. Car les états ont été obligés d'augmenter les impôts et la TVA, pour financer les effets « secondaires » (effet rebond de la révolution industrielle), de l'extension de ces

technologies coûteuses pour produire des biens de consommation. Cet engrenage d'une technologie de plus en plus dévoreuse d'énergie et d'argent a contraint l'économie mondiale à programmer l'obsolescence des biens de consommation, ceci afin de pouvoir continuer à financer la « machine ». Un bien durable est par définition non rentable. On notera, par ailleurs, que sur le marché du travail, seul est reconnu le travail salarié, les travaux dits domestiques que sont l'entretien de l'habitat, la recherche de nourriture (les courses), la cuisine, l'éducation des enfants, etc., ne sont pas considérés comme du « travail ». Le travail salarié (générant de l'argent) est donc vital pour financer un système économique basé sur une technologie non rentable qui est constamment en déficit (il n'y a qu'à voir l'endettement pharaonique des états dits « riches »). C'est ainsi que les démocraties capitalistes néolibérales ne peuvent survivre qu'en ayant une croissance économique illimitée. Une croissance zéro, égale récession économique.

Nous voyons bien maintenant le bilan de cette économie enfermée dans ces « hautes technologies » gloutonnes en énergie fossile : inégalités sociales abyssales, destruction de l'écosystème, etc. Tous les pays sont maintenant endettés, (même les USA !), les banques et les fonds privés contrôlent l'humanité.

C'est pourquoi il est impératif de développer une économie basée sur les « basses technologies ». Quand nous disons « basses technologies », cela ne veut pas dire un retour à la bougie, comme on l'entend parfois. La recherche scientifique et les innovations technologiques, doivent se réorienter vers la création d'outils économiques ayant un impact zéro sur l'environnement et ayant une rentabilité effective. C'est-à-dire une technologie qui soit non polluante à fabriquer, à réparer et à utiliser. Elle doit être peu complexe à réaliser et facile à utiliser. En un mot, elle doit être démocratiquement soutenable. Elle doit être au service d'une économie réelle qui n'endette plus les populations. Endettement qui jusqu'à présent a induit une compétition économique néfaste à la vie en collectivité, où les notions de solidarité, de convivialité, de « bien vivre », sont devenues des utopies à la mode.

Afin de garantir une souveraineté économique aux peuples, les outils de basses technologies, tant dans leurs fabrications, que leurs entretiens et réparations, doivent donc être relocalisés. Les métiers de l'artisanat doivent être revalorisés et réinventés en fonction des besoins locaux. Il fut un temps où les outils faisaient partie du patrimoine des familles et se transmettaient de génération en génération. Ainsi les jeunes générations n'avaient pas besoin de se reconstituer un outil de travail pour pouvoir vivre. Elles entraient dans la vie active avec un capital, ce qui n'est plus le cas dans le système actuel. Elles n'avaient pas besoin d'être obligées de produire plus afin de rembourser leurs outils de travail qu'elles auraient acquis par emprunt d'argent à une banque. Ainsi la relocalisation de l'outil de travail, permet de garantir la sécurité et la souveraineté économique des peuples.

Par ailleurs, il n'y a pas que les métiers de l'artisanat qui doivent être repensés, les métiers du bâtiment et de la construction en général sont également concernés. En effet, les habitats modernes utilisent du sable, énormément de sable. Entre 75% et 90% des plages reculent dans le monde à cause de son extraction et l'essentiel de son exploitation en terme quantitatif est pour la construction. Selon le géologue Michael Welland «Chaque année, on produit deux tonnes de béton par être humain, ce qui équivaut à cinq à quinze milliards de tonnes de sable extraites de leur environnement naturel". La pénurie de sable est pour bientôt, ce qui aura pour conséquence, outre des dégâts écologiques, une augmentation du coût de fabrication des habitations. Les métiers du bâtiment sont donc à réinventer et l'éco-construction, à partir de matériaux renouvelables localement, est donc une nécessité qu'il faut dès à présent promouvoir. Pour information, il existe tout un tas d'autres utilisations du sable. On utilise des sables calcaires pour amender les terres agricoles et en faire baisser le pH. Pour le verre, ce sont des sables siliceux très purs que l'on fait fondre. On en fait de la céramique et il est aussi à l'origine du dioxyde de silicium que l'on trouve dans le vin, la lessive, le dentifrice et la laque pour les cheveux, les ordinateurs, les téléphones portables, etc.

Les biens et les outils de hautes technologies, malgré leurs performances, sont des colosses aux pieds d'argile, éphémères et mortifères. Ils déshumanisent la relation Homme/Nature/Terre/Univers de par leurs caractères virtuels et obsolètes. Ils font de nous des esclaves esseulés et des individualistes apeurés, incapables de compassion, de solidarité, de sociabilité et d'humanité. Tel l'enfant qui ne veut pas grandir et se confronter au réel, il s'est enfermé dans un monde fictif, il tapote du bout du doigt sur la surface froide de sa tablette pour assouvir ses moindres désirs, comme l'enfant dans le ventre de sa mère. Avoir et ne pas être, accumuler et ne pas partager, quitte à tuer l'autre et la planète. Et surtout, ne pas en sortir, car dehors il lui faudra grandir, il lui faudra composer et être en relation avec l'autre, la vie et l'univers. L'humain est un petit homme qui refuse de sortir de la matrice de sa mère. Il s'enferme dans une dépendance vis-à-vis des biens et des outils de hautes technologies qui flattent son égo et détruit sa capacité à aimer l'autre. D'ailleurs, cet Homme « connecté » et « branché », s'aime-t-il vraiment lui-même ?